

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Besancenot appelle à un nouveau parti
"libertaire-guevariste"

La LCR peut-elle s'enfermer dans une "autre gauche" ?

- Politique - A Gauche -

Date de mise en ligne : vendredi 2 novembre 2007

Démocratie & Socialisme

Forte de son résultat à l'élection présidentielle, avec un candidat qui est arrivé en tête de tous ceux de la gauche non-socialiste, la Ligue Communiste Révolutionnaire a lancé un appel à son propre « dépassement » et à la création d'un grand parti rassemblant la gauche de la gauche. Quelles sont les perspectives réelles d'un tel projet ?

Alors que son résultat électoral a stagné entre 2002 et 2007, la LCR donne, depuis la présidentielle, dans un certain triomphalisme. Il est vrai que, dans la déconfiture des anti-libéraux, c'est encore son candidat, qui s'en est le mieux sorti. Pourtant, avec moins de 5 % des voix, il est très loin d'avoir remis en question la prédominance du Parti Socialiste au sein de la gauche, ce qui est pourtant son objectif, du moins en théorie. C'est en s'appuyant sur ce résultat que l'organisation néo-trotskiste a annoncé son intention de mettre en débat sa disparition, ou plutôt son dépassement, au profit d'un nouveau parti rassemblant au-delà de son cercle militant habituel.

Cette décision est un événement. Contrairement aux autres organisations trotskystes, la LCR ne change pas de nom tous les quatre matins, ni n'annonce de transformation structurelle que dans des buts de propagande. Le projet est ancien, et le passage à l'acte significatif de l'analyse que sa direction fait de la situation actuelle de la gauche. Pour elle, la déconfiture du Parti Communiste montre l'impossibilité de concilier une orientation politique anti-libérale et « l'alliance avec le PS », c'est-à-dire la stratégie d'union à gauche. Elle voit dans l'aporie des collectifs unitaires anti-libéraux la démonstration de la nécessité d'une organisation forte, et conclut de tout cela que son orientation est la bonne.

Elle parie aussi sur l'effet des déconvenues électorales sur ses plus proches partenaires. Les anti-libéraux plus ou moins inorganisés qui se sont retrouvés derrière la candidature de José Bové n'ont pas pu s'appuyer sur une dynamique qui leur aurait permis de se rassembler dans une structure politique commune, et n'ont pas présenté de candidatures aux législatives.

De même, les débats sont très vifs au sein du PCF. Ils se mènent entre une direction qui doit assumer un double échec (présidentiel : moins de 2 % des voix, et législatif, puisque dans un contexte de progression de la gauche, les communistes n'ont sauvé leur groupe que grâce à une alliance de circonstance), une aile plus unitaire qui, derrière Robert Hue, refait surface en réclamant le retour à la stratégie de « gauche plurielle », et enfin des orthodoxes qui affichent de plus en plus ouvertement une nostalgie de leur passé stalinien déguisée en revendication d'une « identité communiste » bien difficile à définir aujourd'hui.

Cet état de fait, dans une organisation qui a toujours fait du PCF une sorte de référence, à la fois modèle et contre modèle, devrait rendre l'entreprise de regroupement plus facile. Il en est de même de l'évolution idéologique de la LCR. Celle-ci n'était déjà pas l'organisation trotskiste la plus orthodoxe à sa création. Elle s'est progressivement éloignée, au fur et à mesure qu'elle gagnait d'ailleurs en audience, au profit d'un gauchisme assez informel, à tel point que son orientation relève plus du pot-pourri des prises de positions d'une gauche épidermique que d'un véritable programme politique.

Pourtant, ce discours qui pourrait lui permettre de « ratisser large », n'a pour l'instant guère porté ses fruits. Le rapprochement avec LO a tourné court, l'Union Communiste préférant comme à son habitude le cavalier seul, et les seuls renforts organisés gagnés par la LCR sont ceux de groupuscules d'extrême gauche, comme La Commune ou Socialisme par en bas, dont l'activité était pour le moins confidentielle. C'est que, fondamentalement, une partie importante de la gauche non-socialiste, y compris dans les collectifs anti-libéraux, n'adhère pas à la stratégie anti-unitaire de la direction de la ligue.

Si l'habileté de cette direction a fait en sorte qu'à l'apogée de la crise interne liée à la désignation du candidat à la

présidentielle, les collectifs se divisent aussi sur la question de l'unité à gauche (les communistes étant accusés régulièrement de vouloir « se rallier » au PS), l'état du rapport de force à l'issue du premier tour n'a pas laissé d'autre choix à la LCR que d'accepter de participer au Comité de Riposte unitaire, mis en place par l'ensemble des partis de gauche.

La bipolarisation à gauche, souhaitée par la direction de la ligue, avec d'une part un PS en pleine dérive « sociale-libérale » et d'autre part une gauche « anti-libérale » regroupée, ne semble pas séduire outre mesure. C'est ainsi que, dans le silence relatif qui a suivi l'annonce de Besancenot, la seule voix à se faire entendre, celle de Clémentine Autain a exprimé son scepticisme, allant jusqu'à dénoncer à demi-mot une manoeuvre d'appareil, soulignant qu'au-delà du discours, la direction de la ligue entendait mener ce « rassemblement » seule, sans associer à la démarche ses éventuels partenaires futurs. De même, Marie-Georges Buffet, au nom du PCF, a signifié une fin de non-recevoir à cette invitation pleine d'arrière pensées.

La « gauche de la gauche » devrait en effet, avant de parler grande manoeuvre, approfondir un peu son analyse de la situation de la gauche française. La disparition politique du PCF, capable de faire le lien entre le mouvement ouvrier, notamment syndical, et la gauche « de gouvernement », et la sortie de la confidentialité des partis à la rhétorique gauchiste (LO et LCR) n'a en rien enrayé la dérive droitière de la direction du Parti Socialiste.

Bien au contraire, en montrant qu'il n'existe pas de perspectives d'alliance et donc de soutien à gauche, elle a conduit certains socialistes à regarder à droite, sans pour autant convaincre le peuple de gauche, attaché à l'unité depuis la synthèse jaurésienne et le Front Populaire, qu'il fallait considérer le PS comme un parti « de droite ».

Il est clair, aujourd'hui, que l'avenir de la gauche française se décide au Parti Socialiste, et que c'est son orientation qui sera déterminante quant aux capacités de la gauche tout entière, rassemblée, de la LCR aux Verts, à résister aux coups de boutoir de la droite sarkozienne. Or, on ne fera pas changer l'orientation de la direction socialiste autrement que dans l'unité de la gauche, sur un programme résolument de gauche. C'est à cela que chacun devrait s'atteler, à l'intérieur comme à l'extérieur du parti.

Hervé Le Fiblec